



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT – HAITI DESCRIPTION DE POSTE

I. INFORMATIONS GENERALES:

Titre :	Consultant(e) en développement des capacités institutionnelles auprès de la Police Nationale d'Haïti et de la Direction de l'Administration Pénitentiaire
Superviseur :	Chef du Programme État de Droit
Organisation :	PNUD Haïti
Domaine :	Gouvernance / Etat de Droit
Durée :	6 mois sur la base de l'évaluation de performance et des fonds disponibles
Lieu :	Port-au-Prince
Date de début :	15 septembre 2020

II. CONTEXTE:

Depuis plusieurs années, de nombreux projets, programmes et mesures ont été mis en place pour renforcer l'État de droit en Haïti. Malgré ces efforts, les institutions judiciaires continuent de manifester des faiblesses structurelles, de contrôle, et de manque de transparence, d'indépendance et d'efficacité. La police nationale haïtienne (PNH) bien qu'ayant réalisé d'importants progrès au cours des dernières années, notamment avec l'adoption d'un plan stratégique, a encore besoin d'appui pour se professionnaliser et être en mesure d'assurer la sécurité des Haïtiens dans le respect des droits humains. La période de mise en œuvre du plan stratégique de développement de la PNH 2017-2021 arrivant à terme l'année prochaine, l'évaluation de sa mise en œuvre et l'élaboration d'un nouveau plan seront des priorités. De son côté, la société civile haïtienne malgré le fait qu'elle soit très dynamique et engagée, continue à manquer de ressources et de coordination pour combler les services n'étant pas fournis par l'État, et pour faire face au problème de la violence communautaire, particulièrement envers les femmes et les filles.

La justice et les institutions pénitentiaires en Haïti continuent de souffrir de faiblesses structurelles et opérationnelles importantes, qui se manifestent, entre autres, par: (i) le manque d'enquêtes professionnelles et de contrôle, (ii) une faible productivité et capacité dans le traitement des cas par le pouvoir judiciaire (78% de cas de détention préventive), (iii) un accès à la justice limité, en attente de la réalisation et la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'assistance légale, (iv) une lourdeur et un manque de transparence du processus judiciaire, (v) une série de grèves qui paralysent le système judiciaire, (vi) une surpopulation carcérale avec des conditions de détention ne correspondant pas aux standards internationaux, et s'élevant à des violations de droits humains graves, et (vii) une culture d'impunité qui alimente une corruption croissante.

Depuis mars 2020, la crise pandémique du COVID-19 a mis en exergue et amplifié ces problèmes préexistants dans le secteur de la justice et carcéral. Des efforts de coordination entre les partenaires techniques et financiers et les acteurs judiciaires se sont alors orientés vers des actions permettant la décongestion des prisons, la réinsertion des personnes libérées, l'amélioration des conditions de détention autant dans les prisons que les garde à vue des commissariats, le monitoring de ces interventions par les acteurs de la société civile, et la sensibilisation.

Ces actions s'encadrent, entre autres, dans le financement du Fonds des Nations Unies pour le Maintien de la Paix (PBF) qui se destine à améliorer l'accès à la justice pour les populations les plus vulnérables en vue de renforcer la cohésion sociale. Ce projet multipartenaire impliquant le PNUD, UNICEF et ONU

Femmes, ceci en étroite collaboration avec le BINUH, a débuté en janvier 2020 et a pu bénéficier de ressources financières additionnelles du PBF mais aussi du GFP (Global Focal Point) en vue d'appuyer le secteur de la justice et le secteur carcéral, en réponse à la pandémie du COVID19 qui affecte le pays. Dans ce cadre, le PNUD est en recherche d'une ou un consultant pour appuyer les actions en faveur du renforcement du secteur carcéral.

III. FONCTIONS :

Sous la supervision du Chef du Programme État de Droit et en relation fonctionnelle avec les secteurs concernés par le programme ainsi que les structures de support du bureau, le consultant en développement des capacités auprès de la PNH et la DAP aura pour mission principale d'apporter un appui technique et logistique dans la planification et la mise en œuvre des activités, en collaboration avec les partenaires, notamment les acteurs judiciaires, la PNH et l'Administration Pénitentiaire. A ce titre, il/elle sera chargé de :

- A. Apporter des orientations et des conseils techniques et de fond aux institutions judiciaires, plus spécifiquement la PNH et la DAP, ainsi qu'aux organisations de la société civile pour la décongestion des prisons, le suivi de la chaîne pénale, la limitation du flux entrant, la réinsertion des personnes libérées, la sensibilisation et le monitoring sur ces activités, ainsi que l'intégration de la dimension genre.**
- Apporter une expertise technique à la DAP et à la PNH pour l'élaboration de supports stratégiques relatifs aussi bien relatifs à la réinsertion sociale des prisonniers qu'au contrôle des flux entrants de prisonniers ;
 - Apporter une expertise technique aux services de l'OPC et de la DAP pour la mise en œuvre du processus de certification des prisons ;
 - Apporter une expertise technique sur la décongestion des prisons, la surpopulation carcérale, les conditions de détention et la détention préventive, et notamment dans le contexte de COVID-19 et des urgences que cette crise impose ;
 - Coordonner les activités liées à la décongestion des prisons, l'amélioration des conditions de détention et la réduction des personnes détenues en détention préventive ;
 - Assurer la liaison et travailler en étroite collaboration avec les acteurs judiciaires impliqués dans le suivi de la chaîne pénale, ainsi que les partenaires techniques et financiers concernés ;
 - Apporter une expertise technique sur les services de police, notamment dans le cadre de suivi de la chaîne pénale, la qualification des cas et la réduction des pratiques d'arrimage avec pour but de réduire le flux entrant des personnes dans les lieux de détention ;
 - Dispenser un appui technique auprès de la PNH conformément aux principes et aux priorités du Plan Stratégique de la PNH (2017-2021);
 - Assurer la liaison et travailler en étroite collaboration avec les unités Police et Corrections du BINUH et de la PNH afin de déterminer les faiblesses et les capacités et identifier les besoins de formation, réforme et de restructuration;

- Appuyer le développement des capacités dans les institutions publiques et les organisations de la société civile liées aux domaines mentionnés ci-dessus ;

B. Promouvoir le partage d'informations et la gestion des connaissances sur les pratiques et les expériences dans le secteur carcéral, de la justice, de la police

- Travailler en étroite collaboration avec le personnel du PNUD et du BINUH;
- Appuyer le développement des capacités dans les institutions publiques et les organisations de la société civile liées aux domaines mentionnés ci-dessus ;
- Appuyer l'élaboration de notes de plaidoyer et de rapports sur les activités sus mentionnées.

C. Promouvoir le partage d'informations et la gestion des connaissances sur les pratiques et les expériences dans le secteur carcéral, de la justice, de la police

- Promouvoir le partage d'informations autant au sein du PNUD, du BINUH, qu'avec les acteurs et les partenaires techniques et financiers ;
- Appuyer et promouvoir les meilleures pratiques, et les approches novatrices en matière d'Etat de droit, de justice et de maintien de l'ordre, y compris à travers la structure intégrée et dans d'autres contextes de transition;

D. Appuyer la gestion du programme du PNUD pour la planification stratégique, l'exécution et l'assurance de la qualité de résultats

- Contribuer au développement et la mise en œuvre d'une approche programmatique de l'Etat de droit avec une coordination accrue des divers projets relatifs ;
- Contribuer au développement de partenariats stratégiques avec les autorités, les agences des Nations Unies et la société civile ;
- Contribuer à la gestion des programmes et des projets État de Droit dans la coordination, la planification stratégique, la budgétisation et la mise en œuvre du programme et du plan de travail, en assurant une coordination et une intégration appropriées ;
- Contribuer à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système efficace de suivi et d'évaluation des programmes et des projets État de Droit, ainsi que des rapports sur les progrès et l'exécution financière, y compris les rapports internes au PNUD, aux partenaires au développement et aux parties prenantes nationales sur les progrès ;
- Appuyer les processus annuels de planification du travail sur l'Etat de droit et de la police entre le PNUD, l'Equipe Pays de Nations Unies et le BINUH de manière consultative.

E. Promouvoir les partenariats stratégiques et le soutien à la mobilisation des ressources

- Soutenir les efforts du PNUD et du BINUH pour la mobilisation des ressources pour les programmes et projets État de Droit ;
- Assurer des liens étroits avec d'autres programmes, agences et entités des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres parties prenantes internationales et nationales concernées par l'Etat de droit et la police en Haïti et aider à assurer la coordination de la séquence et de la mise en œuvre des activités;
- Soutenir les efforts de renforcement des partenariats et de coordination en matière de maintien de justice et d'Etat de droit;
- Assurer un reporting rapide et de qualité aux bailleurs et autres partenaires impliqués dans le programme;

F. Appui à la mise en œuvre et la coordination des résultats du projet de manière intégrée

- Contribuer à la conception et la mise en œuvre des activités inscrites dans le plan de travail, en collaboration avec les experts et consultants, et veiller au respect des délais établis pour la remise des livrables ;
- Produire les termes de référence et notes conceptuelles des activités programmées et les soumettre au partenaire national et au PNUD pour validation ;
- Aider à préparer les rapports périodiques d'avancement du projet et contribuer à la préparation des rapports techniques et financiers et aux donateurs, conformément aux procédures du PNUD ;

- Assurer un suivi et une évaluation régulière, y compris, des visites régulières sur le terrain et la participation aux réunions des programmes et projets État de Droit.

Effectuer toutes autres tâches requises par le superviseur direct.

V. COMPETENCES & FACTEURS DE SUCCES :

Compétences liées au travail au sein du PNUD :

- Démontrer son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD et des Nations Unies ;
- Respecter les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité ;
- Traiter ses collègues équitablement et sans favoritisme.

Compétences fonctionnelles:

Plaidoyer / Promouvoir un agenda axé sur les politiques - préparation de l'information pour la participation aux politiques:

- Identifier et communiquer des informations pertinentes à une variété de publics pour défendre le mandat des Nations Unies ;
- Dialoguer avec des homologues nationaux et d'autres parties prenantes pour renforcer les efforts de plaidoyer, en intégrant les perspectives nationales, régionales et mondiales ;
- Développer et gérer le programme de manière axée sur les résultats ;
- Atteindre les résultats grâce à la conception du programme et aux stratégies de ressources innovantes.

Créer des partenariats stratégiques et des alliances stratégiques:

- Utiliser efficacement les ressources du PNUD et l'avantage comparatif pour renforcer les partenariats ;
- Capacité à créer, faire vivre et maintenir un réseau de partenaires (institutionnels et de la société civile) et à nouer des alliances stratégiques pour le partage de l'information et la réponse à la demande de renforcement des capacités ;
- Analyser et sélectionner du matériel pour renforcer les alliances stratégiques avec les partenaires et les parties prenantes.

Promouvoir l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances:

- Favoriser l'apprentissage et le partage des connaissances ;
- Se tenir au courant des nouveaux développements dans le domaine de la réforme de la justice et chercher à se développer personnellement.

Les compétences de base:

- Promouvoir l'éthique et l'intégrité, créer des précédents organisationnels ;
- Bâtir le soutien et la perspicacité politique ;
- Créer des compétences du personnel, créer un environnement de créativité et d'innovation ;
- Créer une organisation émotionnellement intelligente ;
- Tirer parti des conflits dans l'intérêt du PNUD et établir des normes ;
- Partager les connaissances dans l'organisation et construire une culture du partage et de l'apprentissage de la connaissance.

VI. QUALIFICATIONS REQUIRES:

Education:	<ul style="list-style-type: none">• Etre titulaire d'une licence en Droit, Sciences politiques, ou équivalent.• Une maitrise dans le domaine concerné et une spécialisation en droits humains, justice administrative, ou réforme de l'Etat serait un atout.
Expérience Professionnelle :	<ul style="list-style-type: none">• Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de la justice et de la sécurité, plus particulièrement dans le domaine de l'état de droit et des droits humains.• Une expérience dans le domaine pénitentiaire / police serait un atout.
Langues requises:	<ul style="list-style-type: none">• Créole et Français. Connaissances de l'anglais serait un atout.